

En France, les riches se portent bien

(mais ne veulent pas trop que vous le sachiez)

Antoine de Ravignan, *Alternatives économiques*, 10 juin 2020

L'Observatoire des inégalités publie aujourd'hui le premier Rapport sur les riches en France, qui entend éclairer une zone d'ombre des statistiques nationales*.

Combien gagnent les riches dans notre pays ? Combien possèdent-ils ? Sont-ils plus riches qu'avant ? Plus nombreux ? Et d'où vient leur argent ? Où et comment vivent-ils ? Publié aujourd'hui par l'Observatoire des inégalités, sous la direction d'Anne Brunner et de Louis Maurin, le [Rapport sur les riches en France](#) lève un coin du voile sur cette partie de la France particulièrement discrète sur ses revenus et son patrimoine.



Etrangement, c'est la première fois, au pays de l'égalité, de la fraternité et de l'ISF, que paraît un rapport statistique détaillé sur les riches. Plus étrange encore : ce n'est pas le service public de la statistique, mais un observatoire indépendant ([que vous pouvez soutenir ici](#)) qui le produit, à partir des données publiques disponibles, celles de l'Insee, essentiellement. Des données souvent lacunaires et datées, comme le montre ce travail. Rappel, si besoin était, que les indicateurs retenus – ou non – par le service public de la statistique, ainsi que les moyens matériels mis en œuvre – ou non – pour les suivre, relèvent de choix éminemment politiques.



Riche, c'est combien ?

Comme le soulignent les auteurs, les pauvres sont scrutés à la loupe, font l'objet de tonnes de chiffres, d'enquêtes et de rapports – l'Observatoire des inégalités a lui-même publié en 2018 un [Rapport sur la pauvreté en France](#). Les riches, eux, restent très

* *Rapport sur les riches en France*, 1^{ère} édition, Observatoire des inégalités, 10 juin 2020. Plus d'informations [sur le site de l'Observatoire](#).

largement *terra incognita*. Les travaux statistiques de l'économiste Thomas Piketty et de son équipe sur le haut de la distribution des revenus – dont certaines données sont reprises ici – sont une exception, voire une prouesse dans un monde où peu de données permettent de cerner le contour des classes aisées. *« Il faut bien dire, écrivent les auteurs, que les riches ont avantage à ce qu'un brouillard soit maintenu pour éclipser leurs privilèges. Ils ont beaucoup plus de poids dans la diffusion des données et le débat public que les plus pauvres. Favorables à la concurrence et à la liberté économique en paroles, ils libèrent très difficilement l'information sur leur situation. »*

Il existe un seuil de pauvreté officiel, mais pas de seuil à partir duquel on peut dire qu'un individu est riche

Mais avant même de se heurter aux failles des données publiques (sur les patrimoines non professionnels des grandes fortunes, la localisation à la maille des quartiers de hauts revenus d'après les déclarations fiscales, ou encore les émissions de CO₂ selon le niveau de vie), les auteurs ont dû franchir un obstacle à la fois méthodologique et politique. En effet, alors qu'il existe un seuil de pauvreté officiel (à 60 % du revenu médian), il n'existe pas de seuil à partir duquel on peut dire qu'un individu est riche.

L'exercice recèle nécessairement une part d'arbitraire... Mais pas plus que pour le seuil de pauvreté, aujourd'hui largement accepté ([même s'il reste débattu](#)). Et sans un tel indicateur, impossible de dire combien de personnes sont riches, et de savoir comment ce nombre a évolué dans le temps. Son absence jette donc le doute sur la détermination réelle de notre pays à lutter contre les inégalités. Au-delà de la somme de chiffres qu'il rassemble, ce rapport est donc implicitement un plaidoyer pour une meilleure analyse statistique de la richesse. Car *« on ne peut pas déplorer le dénuement des uns sans mettre en cause les privilèges dont jouissent les autres »*. Ce qui suppose de pouvoir en prendre vraiment la mesure.

Choix méthodologiques, choix politiques

L'Observatoire des inégalités a donc décidé de prendre les devants, et définit pour la première fois un seuil de richesse, en s'appuyant sur la littérature académique et les précédents méthodologiques. En 2017, notamment, l'Insee avait dans [une publication passée largement inaperçue](#) défini comme « aisée » la population dont le niveau de vie¹ est supérieur à 1,8 fois le niveau de vie médian, c'est-à-dire à celui qui sépare la population en deux parties égales, recevant plus, l'autre moitié moins, et qui s'élevait, pour une personne seule, à 1 735 euros en 2017. L'Observatoire, lui, retient un seuil comparable de deux fois le niveau de vie médian (soit 3 470 euros pour une personne seule). A cette aune, près d'un Français sur dix est un riche (8,2 %). Là encore, le choix méthodologique est inséparablement un choix politique :

« Nous revendiquons une définition large de la richesse, écrit l'Observatoire. Une vision restrictive de la richesse, par exemple du seul 1 % du sommet ou de la haute bourgeoisie, permet de mettre beaucoup de monde d'accord. Contre les ultrariches, nous pouvons être tous unis : nous sommes 99 contre 1. Il y a là une dose de démagogie. Le risque est grand de rendre invisible une catégorie de la population un peu moins aisée qui disparaît du radar et peut ainsi se dédouaner de la solidarité. Pas vu, pas pris. Riche ou pas riche ? Tout est question de sémantique. Mais en se faisant

¹ Revenu disponible (après impôts sur le revenu et retenues de cotisations sociales) divisé par le nombre « d'unités de consommation » du ménage : la première personne compte pour 1, chacun des éventuelles suivantes pour 0,5, sauf s'il s'agit d'enfants de moins de 14 ans (0,3).

appeler « classes moyennes supérieures », une partie des classes favorisées cherche à échapper à l'effort collectif. »

Cinq millions de Français perçoivent plus du double du revenu médian

Nombre de riches en revenus selon l'échelle de la richesse

Catégorie	Nombre de personnes dans la catégorie	Niveau de vie mensuel minimum en €
Catégories aisées définies par l'Insee (2014)	6.8 millions	3070
Les 10 % les plus riches (2017)	6.3 millions	3184
Double du niveau de vie médian (2017)	5.1 millions	3470
Les 5 % les plus riches	3.2 millions	3950
Le 1 % le plus riche	630 000	6650
Niveau de vie minimum de 100 000 par an (2017)	500 000	8333
Le 0,1 % le plus riche	14 800	14800
Le 0.01 le plus riche (2015)	6300	38500

Revenus après impôts et prestations sociales

Source : Observatoire des inégalités, d'après Insee

En ce qui concerne la richesse en patrimoine, le seuil de trois fois le patrimoine médian (trois fois 160 000 euros, soit 490 000 euros) a été préféré. Un seuil situé au double du patrimoine médian (320 000 euros) aurait en effet désigné le quart des ménages comme fortunés ! Au seuil de 490 000 euros, cela concerne 16 % des Français.

Un million de millionnaires

Nombre de riches en patrimoine en France, selon le seuil de fortune

Niveau de patrimoine	Nombre de ménages	Part de la population (%)
Double du patrimoine médian	6.7 millions	23
Triple du patrimoine médian	4.6 millions	16
"Hauts patrimoines" (10 % des patrimoines les plus élevés)	2.9 millions	10
Millionnaires	2.9 millions	4
Grandes fortunes (imposées à l'ISF jusqu'en 2017)	358 000	1,2 %
1 % le plus fortuné (2017)	290 000	1

Données 2017 pour l'ISF, 2018 pour les seuils de patrimoine, 2016 pour le recensement de la population

Source : Observatoire des inégalités, d'après Insee et administration fiscale

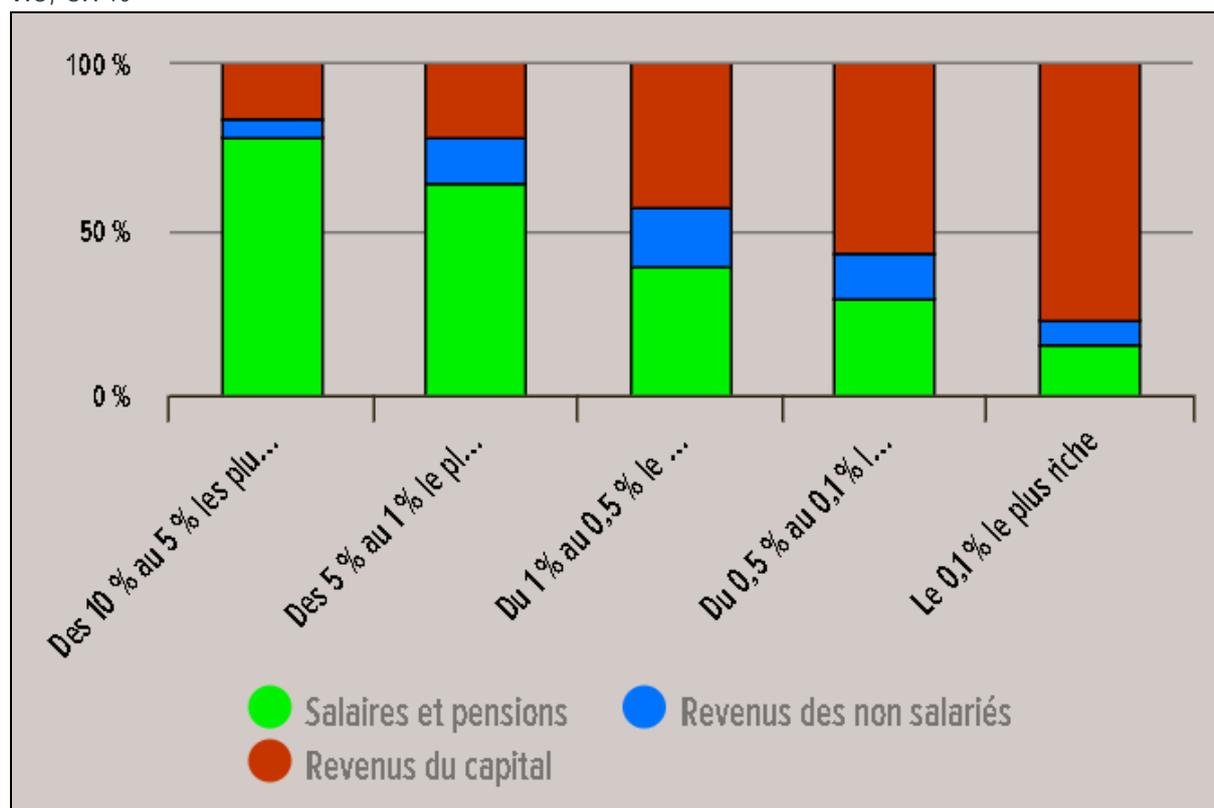
Sur la base de ces critères, le rapport dessine le portrait d'une France des privilégiés qui se porte bien, merci pour elle ! Cinq millions de personnes gagnent plus du double du niveau de vie médian (après impôts et transferts sociaux). Ces 8,2 % de la population sont aussi nombreux que les pauvres (8 % des Français vivent avec moins de la moitié du revenu médian).

Le 1 % des Français les plus riches gagnent au moins 6 650 euros

Ce seuil de 3 470 euros par mois pour une personne seule n'est toutefois qu'une porte d'entrée vers l'infini des hauts, puis des très hauts revenus. Le 1 % des Français les plus riches gagnent au moins 6 650 euros, les 0,01 % (6 300 personnes) au moins 38 500 euros, tandis que la rémunération des stars du CAC 40 ou du sport affichent au moins six zéros. Plus ces riches sont riches, par ailleurs, plus les revenus du capital représentent une part élevée de leurs gains. Pour le 0,1 % le plus riche, les quatre cinquièmes de leurs gains sont des rentes qui s'accumulent.

Plus on est (ultra-)riche, plus on est rentier

Répartition des revenus des ménages les plus riches, selon leur origine et le niveau de vie, en %

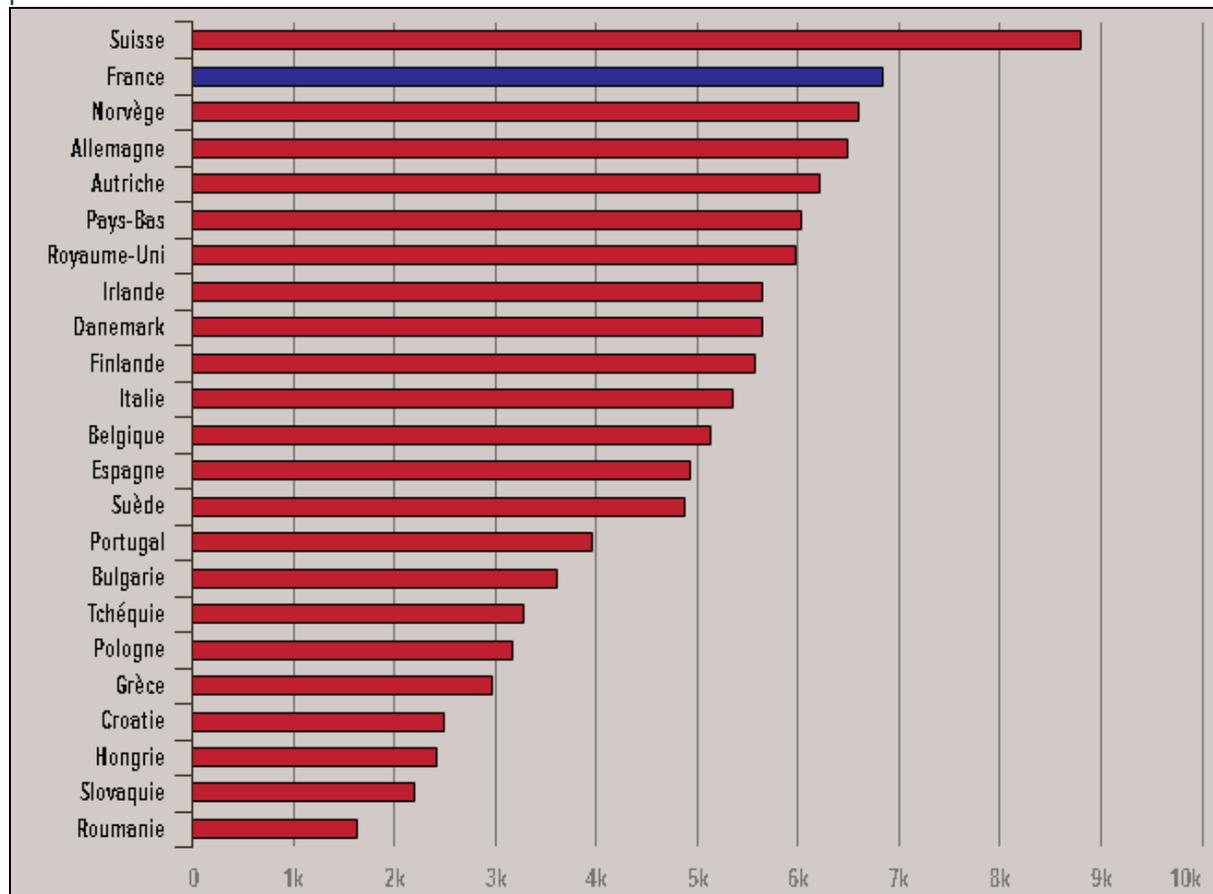


Lecture : les revenus des personnes situées entre les 10 % et les 5 % les plus riches sont composés à 77 % de salaires et de pensions, à 14 % de revenus d'activité non salariée et à 9 % de revenus du capital.
Source : Thomas Piketty, *Capital et idéologie*, Seuil, 2019, données 2015

Et contrairement à une idée reçue, les riches ne fuient pas la France pour des cieux fiscalement plus cléments : hormis la Suisse, la France est le pays où le 1 % le plus aisé jouit du niveau de vie le plus élevé d'Europe.

Heureux comme un riche en France

Niveau de vie minimum mensuel du 1 % le plus aisé en Europe, en euros, moyenne sur la période 2015-2017



Source : Observatoires des Inégalités, d'après Eurostat

En matière de patrimoines, 4,5 millions de ménages possèdent le triple du patrimoine médian. Là aussi, l'échelle s'étire vers des hauteurs vertigineuses. La France compte plus d'un million de millionnaires (4 % des ménages). Au sommet, les patrimoines atteignent des grandeurs inconcevables. La fortune de Bernard Arnault s'élève à 70 milliards d'euros (pour ses seuls actifs professionnels), l'équivalent de la valeur de l'ensemble des logements de Toulouse. Au-delà d'un certain niveau, la richesse ne représente aucun intérêt matériel et retrouve son sens étymologique : le pouvoir.

Des riches de plus en plus riches

Regardant dans la durée, l'Observatoire des inégalités note que les riches, dont le nombre est plutôt stable, se sont enrichis, tant sur le plan des revenus que des patrimoines. Tout d'abord, écrit le rapport, ils gagnent plus et se sont éloignés des classes moyennes au cours des vingt dernières années : « En 1996, l'écart entre le niveau de vie médian et le niveau de vie moyen des 10 % les plus riches était de 27 800 euros annuels. En 2017, il était de 36 300 euros (corrigés de l'inflation). »

Entre riches et pauvres français, l'écart s'est creusé en vingt ans

Part des revenus nationaux perçue par les 10 % les plus aisés et les 40 % les plus pauvres, en %



Niveau de vie après impôts et prestations sociales. Lecture : en 2017, les 10 % les plus riches perçoivent 23,9 % de la masse des revenus. Les 40 % les plus pauvres en perçoivent 22,5 % alors qu'ils sont quatre fois plus nombreux. Source : Observatoire des inégalités, d'après Insee

Ensuite, les riches possèdent plus. Du fait de l'explosion des prix de l'immobilier et de la financiarisation de l'économie, le seuil d'entrée dans le club des 10 % les plus fortunés est passé de 553 000 euros à 1,2 million d'euros, entre 1998 et 2010. Depuis, cette envolée s'est calmée, la hausse n'ayant été « que » de 36 000 euros entre 2010 et 2018.

La part de l'héritage dans le patrimoine a retrouvé aujourd'hui son niveau d'il y a un siècle

Ceux qui ont des revenus élevés ont les moyens de beaucoup épargner. Quand les 20 % les plus riches mettent de côté chaque année 30 % de leurs revenus en moyenne, soit 22 900 euros, les 20 % les plus pauvres arrivent à mettre de côté 7 % de ce qu'ils gagnent, soit 1 500 euros. La part de l'héritage, dont la transmission a été accélérée par la défiscalisation des donations entre vifs, augmente depuis les années 1980 – du fait des prix de l'immobilier – après avoir diminué au cours du XX^e siècle. Il a retrouvé aujourd'hui son niveau d'il y a un siècle.

Un rapport pour le monde d'après

Le Covid a été un révélateur aussi puissant qu'instantané des fractures sociales. D'un côté, ceux qui ont profité plus longtemps que d'habitude de leurs résidences secondaires ou qui avaient les moyens de gloser confortablement installés sur cette situation inédite. De l'autre, les soutiers de l'économie – livreurs, chauffeurs de taxi, aides-soignantes, caissiers de supermarché, serveurs, employés domestiques, les uns « en première ligne », les autres au chômage technique et perdant brutalement une bonne part de leurs faibles revenus.

Préparé avant une crise dont il n'avait pas connaissance, ce rapport tombe à point nommé, au moment où il faut reconstruire l'économie. Et surtout construire une France moins inégale. Au-delà des chiffres qu'il présente, il apporte sa pierre à un débat essentiel : celui de l'amélioration de la production de données sur les riches, une condition nécessaire pour dépassionner les discussions sur ce qui est largement un tabou de la République.